

# La droite veut redistribuer les réserves

**LAMAL** Le PLR s'attaque à son tour au bas de laine des assureurs maladie. Une solution est-elle en train de se dessiner?

Environ 11 milliards de francs. C'est le montant des réserves des assureurs maladie. Cette somme, le double du minimum exigé, a animé les débats cette semaine. À la suite de l'annonce des primes, les appels à réduire le bas de laine sont surtout venus de la gauche. Plus surprenant, Philippe Nantermod (PLR/VS) a déposé une initiative parlementaire demandant que, si les réserves d'une caisse dépassent 150% du niveau minimum, l'excédent doit être redistribué aux assurés l'année suivante.

«Les derniers chiffres montrent un tassement des coûts, argumente le Valaisan. Les assurés doivent, à un moment ou un autre, voir le fruit de cet effort sur leur facture.» Le remboursement qu'il propose se ferait au prorata des primes payées (en tenant compte du canton et de la catégorie d'assuré). Il serait versé aux personnes affiliées à la caisse durant l'année de la redistribution. «Certains auraient ainsi une à deux primes mensuelles à payer en moins la première année», estime le PLR. Ensuite, le trésor de guerre ne devrait plus atteindre des sommets et les remboursements seraient moins considérables.

**Alternative socialiste**  
Pour mémoire, le Conseil fédéral veut inciter les assureurs à réduire leurs réserves. Il veut autoriser de telles baisses à condition de ne pas passer en dessous du minimum légal (cette possibilité existe aujourd'hui à condition de ne pas passer en dessous de 150%). Certains demandent d'en faire une obligation. Le PLR coupe la poire en deux, avec une

**«Les derniers chiffres montrent un tassement des coûts. Les assurés doivent à un moment ou un autre voir le fruit de cet effort sur leur facture»**

Philippe Nantermod, conseiller national (PLR/VS)

contrainte, mais une limite à 150% du minimum. «Nous proposons de rester un peu prudent et de garder une petite marge de manœuvre», plaide Philippe Nantermod.

Ce compromis a-t-il ses chances? Pierre-Yves Maillard (PS/VD) le pense. «Je regrette que le PLR ait voté contre la proposition similaire que nous avons faite dans le cadre de la

loi Covid. Elle aurait pu entrer en vigueur immédiatement. Mais je suis content de voir que l'idée de réduire les réserves progresse dans le camp bourgeois. Si le PLR bouge, nous pouvons trouver une solution.»

Le socialiste émet toutefois une critique. La première année, les assurés d'une caisse bien dotée toucheraient le pactole même s'ils viennent de la rejoindre, alors que d'autres n'auraient rien. «Pour l'éviter et remettre les compteurs à zéro, il faudrait commencer par distribuer un forfait à chaque assuré du pays, quel que soit son assureur. Si l'on veut ramener le taux moyen de réserves à 150%, ce montant serait de 250 à 300 francs par personne,



Le projet vient du conseiller national Philippe Nantermod (PLR/VS). Jean-Paul Guinnard

enfants compris. Une telle solution pourrait servir de transition, avant d'employer la méthode proposée par Philippe Nantermod.»

**Pas assez pour les uns, trop pour les autres**  
Selon Philippe Nantermod, la proposition de Pierre-Yves Maillard n'était pas la même et n'avait pas sa place dans la loi Covid. Quoi qu'il en soit, Michel Matter (PVL/GE), lui, veut aller plus loin. «C'est un pas dans la bonne direction, mais on peut clairement viser le 100% des réserves, réagit le vice-président de la FMH. S'il y a une norme, elle doit être respectée, sans oublier que cet argent est celui de la population.»

Du côté des assureurs, Cufutura privilégie une autre piste, celle d'intégrer ces économies dans le calcul des primes. «Ce serait préférable à un plafond obligatoire introduit d'un seul coup, qui aurait certes un effet appréciable la première année mais ne permettrait plus d'agir ensuite pour freiner l'évolution des primes», estime son porte-parole Adrien Kay.

L'autre faitière des assureurs maladie, SantéSuisse, s'oppose pour sa part à «plus de régulation étatique dans la gestion des réserves», estimant que les primes vont subir un effet yoyo. «En fixant un seuil à 150%, le risque est nettement plus élevé que les réserves n'atteignent plus le minimum de 100% l'année suivante, obligeant les assurés à augmenter très fortement leurs primes», argumente son porte-parole Christophe Kaempf. CAROLINE ZUERCHER



Le projet est né après un repas au restaurant du chanteur à Sierre. Le sombrero qu'il portait a inspiré Freysinger. Sabine Papilloud/Le Nouvelliste

## Freysinger et Mac Bonvin chantent l'Amérique

**SORTIE MUSICALE** L'ancien conseiller d'État et le chanteur country ont formé un duo musical inattendu. Ils signent un opus consacré à l'histoire des États-Unis.

LUCIE MONNAT  
lucie.monnat@lematindimanche.ch

Un aigle qui survole les nuages au-dessus d'une vertigineuse falaise. Sur la cime de la montagne escarpée, un homme, guitare à la main, un chapeau surmonté d'une plume sur la tête. «Le chant du vent devient un cri / Et répond à l'appel / de son esprit rebelle», chante-t-il, bientôt accompagné par une flûte traversière.

Du haut de sa montagne valaisanne, le chanteur country Paul Mac Bonvin chante le destin tragique des Amérindiens. Dans sa bouche, les paroles écrites par Oskar Freysinger. Les deux figures valaisannes, connues pour des motifs fort différents, viennent de sortir un CD intitulé «America». Les deux compères ont coécrit quinze titres où se mêlent musique country, blues ou encore ragtime.

Chaque chanson est un tableau présentant un pan de l'histoire très variée des États-Unis, des esclaves dans les champs de coton aux rues de Chicago dominées par Al Capone. Pas question de chanter la Suisse donc, même si le tournage du clip «Le chant de l'aigle» s'est déroulé en Valais et sur les hauts du Creux du Van (NE). «Le résultat est magnifique, s'enthousiasme Oskar Freysinger. Ce n'était pas évident. Il a fallu attendre les nuages, et surtout que l'aigle se décide à voler.» Et Paul Mac Bonvin d'ajouter: «On a attendu des plombes.»

**Le «Mozart des Alpes»**

Le duo fonctionne ainsi. Oskar Freysinger, de nature volubile, parle beaucoup, et Paul Mac Bonvin complète ses propos par de petites fulgurances rigolotes. Assis sur un canapé du domicile du musicien, tous deux ont l'air de s'entendre comme larrons en foire. «Paul Mac est un musicien de grand talent, souvent sous-évalué à mes yeux. Je l'appelle le «Mozart des Alpes». Lorsqu'il m'a envoyé le résultat de notre première chanson, j'ai eu la chair de poule.»

L'intéressé esquisse un sourire modeste et proteste contre le compliment jugé trop élogieux. «J'ai toujours admiré Oskar Freysinger, même si nous ne sommes devenus amis que récemment, explique le musicien. J'aime les gens qui pensent à contre-courant.»

Le projet tient sa genèse dans un accessoire improbable. «Un soir, je suis venu manger chez Paul (ndlr: il tient un restaurant à Sierre), raconte Oskar Freysinger. Il portait un énorme sombrero sur la tête. Après la soirée, je suis rentré chez moi. À 4 heures du matin, impossible de dormir. Je me suis levé et j'ai écrit le texte de «Sombrero», qui figure sur le CD. Quelques jours plus tard, il m'a envoyé un MP3 de la chanson qu'il avait composée avec mes paroles. Je lui ai renvoyé un deuxième texte, puis troisième. Après, je lui ai dit qu'il fallait écrire un CD avec un concept: l'Amérique.»

**Trump plutôt que Biden**

La diversité des États-Unis a ainsi représenté un terreau d'écriture fertile pour celui qui se sentait désormais comme un poète et un écrivain. Mais la temporalité ne dépasse pas le débarquement sur les plages de Normandie. L'histoire moderne du pays ne l'intéressait-elle donc pas? «Il ne s'agit pas de faire de la politique, mais de faire voyager les gens.»

**«J'ai toujours admiré Oskar Freysinger, même si nous ne sommes devenus amis que récemment. J'aime les gens qui pensent à contre-courant»**

Paul Mac Bonvin, musicien

Pourtant, avec Oskar Freysinger, la politique, véritable seconde peau durant plusieurs décennies, n'est jamais bien loin. Il suffit de gratter un peu pour relancer la machine. Trump ou Biden? «Trump, sans hésiter! Simplement parce que si Biden est élu, il y aura une guerre au vu des liens d'intérêts qu'il entretient. Trump peut donner une image grotesque, mais dans la réalité des faits sa manière de placer l'Amérique au centre de sa politique l'a empêché de se lancer dans un nouveau conflit, au contraire d'Obama.»

Qu'en pense Paul Mac Bonvin? «Tout pareil», répond avec concision l'intéressé. Bien que son compère soit «retraité», n'a-t-il pas craint d'être associé à son image politique? Le countryman balaie la question d'un revers de la main. «J'ai joué pour des communistes, des socialistes, des PLR et j'en passe. La politique, ce n'est pas mes affaires.»

Oskar Freysinger, lui, prononce un vœu. «J'aimerais que les gens dépassent l'image qu'ils ont de moi. À présent que je n'ai plus d'engagements politiques, je peux faire passer certains messages que je devais taire auparavant. Par exemple, la chanson «Chef Seattle» est pour moi un plaidoyer écologiste. J'espère que les gens l'entendront ainsi.»

## Appel pour mesurer la pauvreté

**PRISE DE POSITION**  
L'association s'est entendue avec la HES bernoise pour élaborer un outil de mesure.

C'était une des images fortes de la pandémie de coronavirus: les longues files d'attente de personnes démunies qui ont patienté pendant des heures pour obtenir un peu de nourriture. Elles ont rappelé que la pauvreté existe aussi en Suisse.

Mais quelle est son importance? Et quelles sont les personnes à risque? Des personnes âgées? Des mères célibataires? Des gens peu formés? En l'état, il reste difficile de répondre à ces questions, tant les données sont lacunaires. Comme la responsabilité de la lutte contre la pauvreté relève essentiellement de la compétence des Cantons, les analyses qui ont été menées jusqu'alors restent très diverses. Certains ont produit un rapport sur le sujet, d'autres pas.

Et les données publiées chaque année par l'Office fédéral de la

statistique (OFS) ne sont pas beaucoup plus éclairantes, parce qu'elles ne peuvent pas être analysées au niveau cantonal, regrette Caritas Suisse. L'OFS nous apprend bien que l'on comptait quelque 660'000 personnes en situation de pauvreté dans notre pays en 2018. Mais «ces renseignements sont trop imprécis quand on veut mener une politique nationale efficace de lutte contre le phénomène», regrette Caritas Suisse.

L'association d'entraide s'est donc entendue avec la haute école spécialisée bernoise pour

concevoir un monitoring de la pauvreté qui permettrait aux Cantons de suivre l'évolution de la situation sur une base comparable. Ce modèle, promet Caritas, «ne nécessite pas la collecte de nouvelles données». Il s'appuie sur les données fiscales. Elles sont disponibles chaque année, recueillies auprès de presque tous les habitants et donnent des renseignements valables sur la situation financière de la population. Il faudrait désormais que les Cantons l'utilisent, espère Caritas, qui vient de faire un appel dans ce sens. JOCELYN ROCHAT